

Allie République

JOURNAL BIMENSUEL DE LA FÉDÉRATION DU PARTI RADICAL DE GAUCHE DE L'ALLIER • 1€

Jean-Louis m'achève.

Jean-Louis Thaumiaux, secrétaire général du Giat et grand patron de Manurhin, n'avait pas apprécié le "Jean-Louis m'a tuer" du numéro 35 d'*Allie République*. Cela ne l'empêche pas de continuer son "œuvre" avec une application qui étonne. Il a même prétendu avoir le soutien de certains élus.

Car l'idée selon laquelle Manurhin est performante tant sur le plan industriel que sur le plan économique n'a toujours pas percé le dur cerveau de monsieur Thaumiaux. On pouvait comprendre qu'il regarde de haut cette évaluation qui était, jusqu'à récemment, seulement celle des élus locaux*, des rapporteurs UMP de la commission de la défense, du cabinet Alpha et même de la ministre de la défense.

Terre brûlée

Jusqu'à récemment seulement car, dans la semaine dernière, *MR Equipement* et *Man* ont manifesté leur intérêt pour une reprise éventuelle du site pyrotechnique de Montperthuis et d'une centaine de salariés. Mais leur enthousiasme calculé — ces deux entreprises sont leaders sur le marché — a été vite douché : Jean-Louis Thaumiaux a répliqué que rien n'était à vendre. Autrement dit, ce sera la terre brûlée : d'où Giat part, rien ne doit pousser.

suite page 2 •••

sur l'agenda du député

13 octobre : commission SAFER, permanence à Vichy, rencontre le RCV Rugby ; 14 : rencontre avec les habitants de Cusset ; 15 : Commission de la défense, groupe d'amitié France-Algérie ; 16 Séance publique du Conseil général ; 18 : Colloque international "René Fallet, vingt ans après", la vach'kill, cérémonie du souvenir anciens d'AFN ; 19 : Union nationale des combattants, sections de Vichy ; 20 : Permanence à Vichy, rencontre avec des porteurs de projets économiques ; 21 : Groupe d'études sur la Chasse ; 22 : Commission de la défense, Séance publique ; 23 : rencontre avec des habitants de Vichy, cocktail de départ en retraite ; 24 : Commission permanente à Céryilly ; Fédération française de pétanque ; 25 : Donneurs de sang, Match de la JAV ; 26 : Salon du savoir-faire artisanal, Comité de quartier Dénrière, Marche des feuilles mortes.

1
6
3
1
6
8
2
7

46

ALLIERÉPUBLIQUE est le journal bimensuel de la Fédération de l'Allier du Parti radical de Gauche, 72, rue de Paris à VICHY (03200)
Directeur de la publication : Guy Coquet, secrétaire général du PRG-03 • Rédaction : Christophe Pommeroy avec Essia Meuk • ISSN : 1631-6827 • Commission paritaire : 0905P11439 • Imprimé par nos soins • Dépôts légal et juridique à parution • En ligne sur www.charasse.net (ISSN : 1636-1814)

SAMEDI 25 OCTOBRE 2003

L'hommage à Georges Rougeron

C'est Dominique Chassenieux, conseiller général PRG de Lapalisse, qui, au nom du Groupe socialiste et radical de gauche du Conseil général a prononcé l'hommage de l'assemblée départementale à Georges Rougeron. Texte intégral.

« Vous permettrez, Monsieur le Président, que le Groupe Socialiste et Radical de Gauche rende, dans cette Assemblée, hommage à celui qui la présida pendant 28 ans, je veux bien sûr parler du Président Rougeron qui nous a quittés récemment. Georges Rougeron était né le 6 Janvier 1911 à Saint-Germain-des-Fossés, fils de Louis Aimé, plâtrier peintre et de Françoise Méry. Après l'école primaire, il entre en apprentissage dans le métier qu'exerçait son père, travaillant ensuite dès 1924. S'intéressant très jeune à la politique, il participait à la fondation des Jeunesses Socialistes de l'Allier, en 1928.

Le résistant

Marx Dormoy, qui l'avait remarqué, l'appela près de lui au début d'octobre 1934, lui confiant le secrétariat administratif de la Fédération Socialiste de l'Allier, son secrétariat parlementaire et la rédaction du journal hebdomadaire « Le combat social ». En Septembre 1939, il devenait secrétaire général adjoint de l'Hôtel de Ville de Montluçon. Relevé puis révoqué de la Fonction Publique après les événements de 1940, il reprit son métier de plâtrier peintre dans des entreprises montluçonnaises puis alla rejoindre Isidore

Thivrier à la Mairie de Commentry. Parallèlement, il travaillait à la reconstitution clandestine de la Fédération Socialiste et à l'organisation du mouvement « libération ».

Georges Rougeron fut arrêté le 1er Octobre 1942 et interné administrativement au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux. Il en fut libéré comme malade en novembre 1943. Assigné à résidence, il reprit néanmoins ses activités, prenant part à la constitution du Comité Départemental de Libération de l'Allier en 1944 dont il assumait le secrétariat.

Le militant

Elu Conseiller Général du Canton de Commentry le 23 Septembre 1945, il devenait, à 34 ans, le plus jeune Président de Conseil Général de France. Il devait présider l'Assemblée Départementale sans interruption jusqu'en 1970, puis de nouveau entre 1976 et 1979 détenant depuis lors le plus long exercice de l'histoire de la présidence départementale de l'Allier. Georges Rougeron restera Conseiller Général jusqu'en 1988. Parallèlement, il devint Conseiller Municipal et Maire de Commentry en Novembre 1947 et fut constamment réélu jusqu'en 1989. Secrétaire de la Fédération Socialiste (S.F.I.O.) de l'Allier •••

Ficelles et bouts de ficelles

Le budget de l'État est ainsi voté : d'abord, les recettes puis un article d'équilibre qui prévoit le dépassement éventuel de ces dernières (un déficit) enfin les dépenses, ministère par ministère. On pensait cette année les choses délicates, on les découvre calamiteuses et arrangées à la va-vite.

Le déficit menaçait de passer la ligne rouge des 56 milliards d'euros ? Le gouvernement a fait voter, par sa majorité, une augmentation des recettes de 400 millions, dont 230 millions pour l'impôt sur le revenu quand Jean-Pierre Raffarin promet de le baisser et 45 millions pour la TVA alors que la consommation plafonne voire baisse. La ficelle, grosse voire "indigne", a fait s'interroger une députée à voix haute : "on se demande s'ils travaillent". En attendant, l'économie française bat de tristes records : un déficit égal à 4 % du PIB en

2003 alors qu'il était de 1,5 % en 2001 ; une dette évaluée à 63 % en 2004 alors qu'elle était de 59,3 % en 1999 et de 57 % en 2001 ; un déficit des comptes sociaux évalué à 12 milliards alors qu'ils étaient équilibrés depuis 2000. Devant cette situation qui devient grave, le gouvernement continue de ne pas se saisir de l'essentiel. Il préfère agiter l'épouvantail des 35 heures et la "réhabilitation du travail". Avec une erreur de timing pourtant.

On vient en effet d'apprendre que 2% des entreprises ont jugé utile de remanier leurs accords d'ARTT avec la loi "d'assouplissement" votée l'an dernier et pourtant jugée "indispensable et inévitable" par le Medef. Et le même document de constater qu'en 2001, "le nombre global d'heures travaillées a été porté à un record historique".

... de 1944 à 1945, il avait été membre du Comité Directeur National du Parti Socialiste de 1946 à 1947. Georges Rougeron fut également élu Sénateur de l'Allier le 26 Avril 1959, réélu le 23 Septembre 1962, il le resta jusqu'en 1971. Il fut encore Président Départemental et National de la Fédération des Elus Républicains de 1972 à 1977 et Président Départemental des Combattants Volontaires de la Résistance de 1974 à 1976.

Secrétaire Général de l'Assemblée des Présidents de Conseils Généraux de France, il représenta celle-ci à la confédération européenne des pouvoirs locaux. A la cessation de ses mandats, cette assemblée lui décerna le titre de secrétaire général honoraire et sa grande médaille d'or. Georges Rougeron créa l'Office Public d'H.L.M. et assumait encore la présidence de divers organismes départementaux comme le Comité d'Expansion Economique de l'Allier, la Société d'Equiperment du Bourbonnais et l'Office de Tourisme et de Thermalisme. Retiré du devant de la scène départementale, il resta encore au service de ses concitoyens puisqu'il fut Conseiller Municipal de Bézenet de 1995 à 2001.

L'érudit

Marié en 1935 à une jeune institutrice Gabrielle Aubailly, il en eut un fils « dont nous étions bien fiers » disait-il. 1966 fut pour Georges Rougeron et son épouse une année bien malheureuse puisqu'ils perdirent dans des

conditions tragiques et à trois mois d'intervalle leur belle-fille et leur fils unique. Il eut peu après encore la douleur de voir partir son épouse. Titulaire de nombreuses distinctions dans les ordres de la République, cet autodidacte qui pendant longtemps n'a eu en poche que son certificat d'études primaires fut reçu à un âge avancé, docteur en histoire à la Faculté de Lettres et Sciences Humaines de Clermont-Ferrand.

La salle des séances Georges Rougeron

On lui doit la publication de plus de 50 ouvrages qui font référence dans le domaine historique, sur les institutions, les personnalités et la vie politique en Allier.

Tous ceux qui l'ont côtoyé se souviennent de l'homme de conviction, de sérieux mais qui restait toujours simple et affable.

« Avec mon père et à l'école, disait-il, j'ai appris le civisme, l'engagement qui en découle, le sérieux du travail; avec ma mère, la simplicité, la modestie; de l'un, je crois avoir reçu le goût de l'expression publique, de l'autre celui d'une certaine solitude intime ».

Monsieur le Président, Chers Collègues, pour garder la mémoire du Président Rougeron au sein du Conseil Général, le Groupe Socialiste et Radical de Gauche propose que notre salle d'assemblée soit appelée salle Georges Rougeron.»

Cette allocution a été prononcée par Dominique Chassenieux à la dernière session du Conseil général de l'Allier.

AllieRépublique

... Cette logique avait déjà poussé le président-directeur général à discuter la solidité financière d'Eurodec qui allait reprendre une partie des activités de Manurhin. De la part d'un patron qui présente, année après année, la facture de son déficit à l'Etat**, cette pudeur pouvait faire sourire. Mais qu'importe, Jean-Louis a remis le couvert et a dit "non" à la proposition des sociétés MR Equipement et Man.

Réaction des élus

Mais les élus ont réagi. Dans un courrier à Michèle Alliot-Marie, diffusé quelques heures après cette décision, Gérard Charasse demandait à la ministre "qu'instruction soit donnée aux dirigeants du groupe de ne pas rejeter a priori les sollicitations de ce type et que la demande de Manurhin-Mulhouse soit examinée de manière soignée.

La pression est donc montée et le Giat a rectifié le tir en annonçant qu'il examinerait les projets de reprise ayant trait aux activités "non transférées". Autrement dit, Giat veut bien céder son site pyrotechnique mais seulement à des entreprises qui n'en ont pas besoin. La boucle est bouclée : personne, dans ces conditions, ne pourra être candidat.

Pour emporter l'adhésion de l'Etat sur cette position fragile, le président du Giat a indiqué — dans un document que nous détenons — que cette position du Giat faisait l'objet d'un "texte [qui avait] été revu avec [messieurs] Malhuret et Dériot qui [avaient] donné leur accord". Chez Gérard Dériot et à la mairie de Vichy, cette information a été démentie. Jean-Louis Thaumiaux aura au moins essayé... C.P. ♦

* En particulier les propositions de Gérard Charasse (voir AllieRépublique n° 26 du 12 novembre 2002)

** Giat a été recapitalisé l'an dernier pour cinq milliards de francs.

● **Gérard Delfau, sénateur de l'Hérault** et président de l'association nationale des élus radicaux et républicains a réuni les élus de l'Allier pour qu'ils constituent une fédération départementale de cette association.

● **La commune de La Chapelle** a sa Marianne, sculptée par Jean Barret dans un noeu de tilleul. Et elle ne ressemble pas à Evelyne Thomas. Qui a dit "tant mieux" ?

● **Des ministres** le soufflaient dans les couloirs de l'Assemblée mercredi : la baisse de la TVA dans la restauration ne passera pas. "Vu notre déficit et celui des allemands, ajoute un député UMP, c'était le pire moment pour le faire. Raffarin l'a choisi pour ça. On propose, l'Europe dit non et nous on garde nos 16 milliards de rentrées fiscales, sans se faire engueuler". Pas sûr.

● **Patrick Gandil**, vient d'être remplacé au poste de directeur des routes par Patrice Parise. Gérard Charasse a demandé un entretien au nouveau haut fonctionnaire en espérant qu'il porte avec autant d'ardeur que son prédécesseur les projets routiers du bassin de Vichy.

● **Jacques Décoret**, Victor et Maurice Meunier mettent encore Vichy et l'Allier à l'honneur après avoir été distingués par le Pudlo un guide gastronomique très écouté des professionnels. Félicitations.

● **Le Conseil constitutionnel** prévoit, pour 2004, une augmentation de 185.000 euros de son budget pour permettre en particulier "l'intégration [...] d'un membre de droit". Il s'agit de Valéry Giscard d'Estaing qui, selon le scénario pris en compte par les financiers de la juridiction, conduira la liste UMP en Auvergne avant de démissionner.

● **Claude Malhuret**, à l'occasion du débat municipal sur le casino, a fièrement annoncé que l'enquête publique traduisait l'absence d'opposition au projet. Sauf que 376 personnes se sont déplacées pour dire "non" à ce drôle de projet. Pour le "oui" y-en-a combien ?

● **Au lendemain de la dépêche** annonçant qu'un juge avait été surpris se masturbant en pleine audience correctionnelle, les députés ont rivalisé de mots. Ils ont vanté "la poigne" du ministre qui "avait les choses en main" ou se sont interrogés sur la "valeur juridique d'une main courante". Mais la palme revient au Garde des Sceaux lui-même qui, vendant son projet de rémunération au mérite des juges à lâché, devant des syndicalistes de l'USM médusés "on sait bien qu'il y a des magistrats qui ne branlent rien". Pas si raide que ça, le ministre.

● **Aveu, dans un soupir**, d'un élu UMP du sud-Allier : "je ne pensais pas un jour regretter Mitterrand".

● **Pour arbitrer la discussion interne** "pour ou contre les listes d'union", des militants communistes ont cumulé les résultats du PCF aux élections depuis 1997. En Auvergne, le parti communiste oscille entre 4,4% et 5,3%. Conclusion des mathématiciens : au mieux, le PCF devra fusionner avec d'autres listes ; au pire, il ne sera pas présent au second tour... et dans tous les cas de figure, en cas de listes autonomes, la région serait perdue pour la gauche.

● **La fédération CFDT de Haute-Loire** qui compte 6.000 adhérents s'est dissoute lundi dernier par un vote massif : 91,2% de "oui". Selon eux, 10.000 syndicalistes auront quitté la CFDT à la fin de l'année.

Lettre à Claude Erignac, l'Ami assassiné • Jean Orizet •

Le Cherche Midi • 80 pages • 6 €

Tu ne sais pas à quel point tu me manques. La première chose que je regarde en m'éveillant, le matin, est notre photo. Prise au vol en 1967, à Paris, elle était la photo du bonheur. Deux hommes jeunes – toi et moi – sourire aux lèvres, encadrent une femme, jeune et souriante elle aussi. Tu venais de me la présenter. Elle allait devenir la compagne de ma vie. Cette photo a été mon viatique, mon action de grâces pour avoir reçu le cadeau de ton amitié et le miracle de l'amour. Jamais je n'aurais imaginé que l'absence d'un être cher pût être aussi douloureuse. Depuis ce soir du 6 février 1998 où tu tombas foudroyé par les balles d'un tueur dans une ruelle d'Ajaccio, tu surgis dans mes rêves et visites mes jours. Quand je regarde notre photo, l'espace d'une seconde ma peine se fait plus légère. Je te parle "comme si de rien n'était". Ce livre est une absolue nécessité intérieure, autant pour me rassurer que pour nier ton absence, puisqu'en moi, tu es vivant.



I.O. ♦